



*facing* **PEACE**<sup>PBI</sup>  
Mars 2023



# Violence contre les femmes au Kenya

Au Kenya, la violence à l'encontre des femmes et des filles a massivement augmenté depuis le début de la pandémie de Covid-19. Les personnes vivant dans les bidonvilles de la capitale Nairobi sont particulièrement touchées par ce phénomène. Malgré une législation solide, le gouvernement ne met en œuvre que peu de mesures efficaces. Sur place, PBI soutient les activistes qui s'engagent pour la protection et les droits des femmes.

Les méthodes utilisées pour endiguer le Covid-19 ont fait grimper en flèche le nombre de cas de violences sexuelles et basées sur le genre au Kenya. En mai 2022, le Ministère kenyan de la fonction publique, de la jeunesse et du genre évoquait une multiplication par cinq du nombre de cas enregistrés depuis le début de la pandémie. Ces cas, dont les victimes sont principalement des femmes et des filles, comprennent notamment des meurtres, des viols et des mariages d'enfants.

Dans les bidonvilles de Nairobi, la pandémie a eu des conséquences désastreuses. Travailler est devenu impossible pour un bon nombre d'adultes. La prostitution est devenue l'unique moyen pour de nombreuses femmes de gagner un peu d'argent. De leur côté, les enfants ont dû rester à la maison, les écoles étant fermées. Cela a accentué les cas de grossesses d'adolescentes, le domicile étant souvent le lieu des violences sexuelles dont les auteurs sont des proches des victimes.



Florence Mwikali et Jecinter Agunja devant le DFAE à Berne.

Florence Mwikali, responsable de projet pour PBI Kenya

“ Pour les filles et les jeunes femmes en particulier, il était dangereux de devoir rester à la maison, car la plupart des agressions sexuelles sont commises par des personnes proches.

## UN SEUL FOYER POUR FEMMES

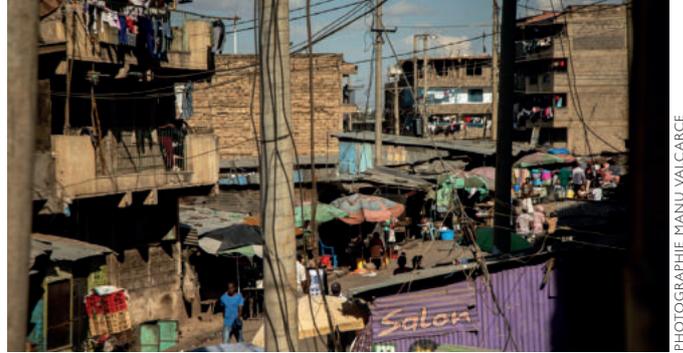
Le gouvernement kenyan a certes édicté plusieurs lois pour la protection des femmes et des filles au cours de la dernière décennie, sans pour autant parvenir à les mettre en œuvre de manière satisfaisante. Les victimes de violence manquent de soins de santé adéquats, de soutien psychologique, de lieux de refuge et d'aide juridique. Dans tout Nairobi, il n'existe qu'un seul foyer pour femmes mis en place par l'État.

Jecinter Agunja, défenseuse des droits humains à Mathare

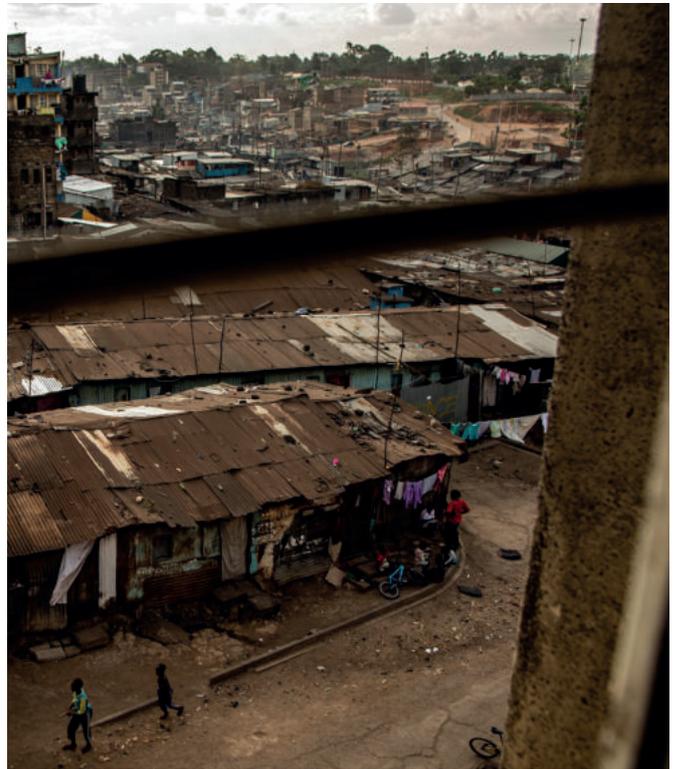
“ Avant, je me chargeais de cas qui pouvaient me mettre en danger. Grâce au projet de PBI, je sais maintenant que je peux transmettre ces cas particulièrement délicats à des organisations plus influentes.

### PLUS GRANDE PROTECTION ET MEILLEURE ACCEPTATION

À Nairobi, dans les bidonvilles de Kibera, Mathare, Mukuru, Langa et Kawangware, PBI contribue à la protection des femmes avec le projet « Toolkit for Women Human Rights Defenders ». Le projet s'adresse aux défenseuses et défenseurs des droits humains qui soutiennent les femmes victimes de violence. Dans le cadre d'ateliers, les militant·e·s sont formé·e·s pour contacter rapidement les secours, la police et un soutien juridique en cas d'urgence. Parallèlement, la sécurité des activistes est renforcée par leurs échanges réguliers, que ce soit lors de rencontres mensuelles ou à travers un groupe privé sur une application de messagerie. Les défenseurs·euses peuvent ainsi mieux se soutenir mutuellement. Et lorsque cela s'avère nécessaire, certains cas sont transmis à de larges coalitions qui travaillent sur des thèmes liés au genre. La responsable du « Toolkit », Florence Mwikali, se réjouit que le projet permette également de mieux faire accepter le travail sur les droits humains au sein des communautés.



PHOTOGRAPHIE MANU VALCARCE



Dans le quartier de Mathare à Nairobi.



PBI Kenya soutient les communautés locales dans leur travail de sensibilisation, comme à travers la réalisation d'ateliers visant à identifier les causes des violences sexuelles.



Florence Mwikali est la responsable du projet « Women Human Rights Defenders Toolkit » au sein de PBI Kenya. Par le passé, elle a travaillé avec Amnesty International Kenya et la Coalition of Violence Against Women (COVAW). Elle possède une vaste expérience dans le domaine de l'éducation et des droits des femmes.



Jecinter Agunja s'engage depuis 2016 en tant que défenseuse communautaire des droits humains avec PBI. Elle est également membre de la Coalition des défenseurs-euses communautaires des droits humains au Kenya (CGHRDS-KENYA) et apporte une longue expérience de terrain.

## Engagement pour les droits des femmes à Nairobi

INTERVIEW AVEC FLORENCE MWIKALI ET JECINTER AGUNJA

L'automne dernier, les Kenyanes Jecinter Agunja et Florence Mwikali étaient en visite en Suisse. Interrogées par Katia Aeby de PBI, elles ont parlé de leur activisme, des dangers qui guettent les défenseuses communautaires des droits humains et de leurs souhaits pour l'avenir.

### **PBI : Comment êtes-vous devenues des militantes pour les droits des femmes ?**

**Jecinter Agunja :** Je suis née et j'ai grandi à Mathare, un bidonville de Nairobi, où j'étais l'aînée de cinq enfants et où je vis toujours. Je suis devenue défenseuse des droits humains parce que le système patriarcal est profondément ancré dans notre société et que les filles en souffrent. Elles n'ont pas les mêmes possibilités que les garçons pour faire entendre leur voix. Si tu es une fille, tout tourne toujours autour des fils. Une fois adulte, si ton mari ne donne pas son accord écrit ou si tu es célibataire, tu n'as pas de travail. Je suis également devenue une défenseuse des droits humains parce que j'ai moi-même subi des violences dans mon mariage. Cela m'a amenée à rencontrer des femmes dans des situations similaires et d'apprendre, grâce à un groupe, ce que signifie être une défenseuse des droits humains.

**Florence Mwikali :** J'ai grandi à proximité de Mathare et j'ai constaté de près de nombreuses violations des droits humains. Je voulais contribuer à les combattre - c'est pourquoi je suis devenue militante. Dans ma famille, je suis la première fille parmi de nombreux garçons et cela a été difficile pour moi. Les femmes devraient avoir les mêmes possibilités que leurs frères. Je m'engage afin que les générations futures aient de meilleures opportunités.

### **Quels sont les plus grands risques pour les activistes des droits des femmes au Kenya ?**

**Florence Mwikali :** Actuellement, un grand risque est la sécurité numérique. Lorsque les défenseurs-euses des droits humains planifient des actions en faveur des droits des femmes via les médias sociaux, il y a toujours des personnes qui ont vent de ces actions et qui essaient de les empêcher. C'est pourquoi il est très important que les données sensibles soient partagées et stockées en ligne de manière sécurisée. Mais les agressions physiques représentent également un risque important, car les militantes travaillent généralement dans les communautés où elles vivent avec leur famille. Lorsqu'elles soutiennent les victimes de violences sexistes et réclament justice, elles deviennent souvent elles-mêmes la cible des agresseurs.

### **Que souhaitez-vous pour l'avenir ?**

**Jecinter Agunja :** J'espère que la communauté internationale fera davantage pression sur le gouvernement kenyan, notamment dans le domaine des droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Je souhaite en outre que l'égalité des chances entre les filles et les garçons soit assurée en matière d'éducation, de travail, ainsi que de soins et travaux domestiques non rémunérés. Dans notre pays, ces tâches sont encore en grande partie effectuées par les femmes.

**Florence Mwikali :** Je souhaite également un monde plus équitable et je pense que cela ne peut pas être atteint par une seule personne ou entité. Nous devons travailler davantage ensemble à tous les niveaux pour atteindre cet objectif.

Faites un don avec  
**TWINT !**



Scannez le code QR avec  
l'app TWINT



Confirmez le montant et  
le don



*Avec un don, vous protégez les défenseuses  
et défenseurs des droits humains.*

Merci !

**Peace Brigades International Suisse**

S'engager pour la paix et les droits humains



Yannick Wild

“ J’aimerais faire résonner le plus justement possible la voix des défenseurs·euses des droits humains accompagné·e·s par PBI.



## « PBI un jour, PBI toujours »

INTERVIEW AVEC YANNICK WILD

Au mois de janvier, Yannick Wild a rejoint l'équipe de PBI Suisse au poste de plaidoyer à Genève. Après avoir commencé dans l'organisation en tant que stagiaire à Berne, il est parti au Honduras en 2017 comme volontaire afin d'accompagner des défenseurs·euses des droits humains menacé·e·s. Nous vous proposons de faire sa connaissance à travers un entretien mené par Ainoa Robert-Nicoud de PBI Suisse.

**Nous avons la chance de te (ré)accueillir au sein de PBI Suisse. Quelles ont été tes motivations pour reprendre le poste de plaidoyer à Genève ?**

**Yannick Wild :** Comme on dit souvent dans les réunions : « PBI un jour, PBI toujours ». Après trois ans passés en Sierra Leone, je voulais continuer à m'engager pour les droits humains et la protection de l'environnement. J'ai trouvé l'offre de PBI très attrayante, parce qu'elle me permettait de m'engager dans un travail de plaidoyer auprès du système des Nations unies (ONU) à Genève, tout en restant fortement lié aux activités de terrain. Je suis convaincu que le plaidoyer international est un travail qui en vaut la peine et qui a une portée importante depuis Genève. Aussi, j'avais le désir de retravailler avec une organisation qui promeut des principes de prise de décision par consensus, d'horizontalité et de non-ingérence ; ce sont des principes et des valeurs avec lesquels je peux vraiment m'identifier.

“ PBI est constamment en contact avec la société civile, ce qui fait qu'elle obtient d'excellentes informations qui proviennent directement du terrain.

**Quels sont selon toi les principaux défis de PBI dans le domaine du plaidoyer international ?**

Les changements géopolitiques de ces dernières années ont amené une série de nouveaux défis pour PBI. Tout d'abord, la guerre en Ukraine ainsi que d'autres tensions internationales ont passé sous silence les conflits sur lesquels PBI travaille, notamment en Amérique latine. Il est dès lors plus difficile de capter l'attention de l'ONU et du public. À cela s'ajoute le regain pour l'autoritarisme, qui défie le moyen de pression généralement utilisé par PBI, de dénoncer publiquement les violations des droits humains. Le cas d'un État autoritaire, comme le Nicaragua par exemple, montre qu'il est devenu difficile de faire pression sur un régime si ce dernier ne se soucie guère de l'image qu'il revoie à l'international.

**Quels résultats souhaites-tu atteindre ces prochaines années avec ton travail ?**

Il me semble fondamental de transmettre le plus justement possible les informations que nous recevons directement des activistes au système des droits de l'homme de l'ONU. Alors que nous assistons à un affaiblissement de la démocratie dans de nombreux pays, de nouveaux gouvernements en Colombie et au Honduras ont promis, lors de leurs campagnes électorales, de faire des droits humains une priorité. Je pense que grâce à cette nouvelle conjoncture, ces gouvernements sont désormais disposés à répondre aux demandes que les défenseurs·euses des droits humains formulent depuis plusieurs décennies. Enfin, j'espère que le système des Nations unies leur permettra d'obtenir gain de cause.

ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE  
20 avril 2023

suivie d'un événement  
avec le journaliste  
guatémaltèque Carlos Choc

Infos et inscriptions : [www.peacebrigades.ch](http://www.peacebrigades.ch)

SAVE  
THE  
DATE

Faire un don :  
IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6  
Merci pour votre soutien !



Votre don en  
bonnes mains.

Peace Brigades International  
Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne, 031 372 44 44  
Rue du Valais 9, 1202 Genève, 058 058 80 90  
info@peacebrigades.ch

